

Bureau du 27 septembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-sept septembre à neuf heures trente, le bureau du syndicat, régulièrement convoqué, s'est réuni dans les locaux du SIAC à Thonon-les-Bains, sous la Présidence de Géraldine PFLIEGER, Présidente.

Délégués présents :

PFLIEGER Géraldine, Présidente
THOMAS Gil, 1^{er} Vice-président
MUTILLOD Christophe, 2^{ème} Vice-président
CHESSEL Pascal, 3^{ème} Vice-président
BERTHIER Marie-Pierre, 4^{ème} Vice-présidente
LEI Josiane, Présidente CCPEVA
ARMINJON Christophe, Président Thonon Agglomération

Absents/excusés :

DEAGE Joseph, 5^{ème} Vice-présidente
TROMBERT Fabien, Président CCHC

Secrétaire de séance : Mme Marie-Pierre BERTHIER
Nombre de délégués membres du Bureau : 9 délégués
Date de convocation : 20 septembre 2023
Délibération affichée le :

Point n°2 – Avenant n°1 au marché 2022-011 - Analyse hydrologique des cours d'eau en déficit sur le bassin versant des Dranses et de l'Est Lémanique

Vu le Contrat de Rivières des Dranses et de l'Est Lémanique signé le 19 septembre 2017 par l'ensemble des partenaires,

Vu la délibération D18_JUIL19 du 11 juillet 2019 du comité syndical du SIAC, précisant les missions du SIAC et approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels ont été inscrites, par transfert, pour le bassin versant des Dranses et de l'Est lémanique, les compétences, basées sur l'item 12 de l'article L.211-7 du code de l'environnement, d'animation, y compris pédagogique, et de concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 11 juillet 2019, approuvant les nouveaux statuts du syndicat dans lesquels, il a été précisé que le syndicat est habilité à exercer par délégation la compétence gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GeMAPI) conformément aux dispositions de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement, habilitant le SIAC à entreprendre l'étude, l'exécution et l'exploitation de tous travaux, actions, ouvrages et installations, dont la finalité concourt à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence, et visant les items 1°, 2°, 5°, 8° du I de l'article L 211-7 du Code de l'Environnement,

Vu la délibération du comité syndical du SIAC du 2 octobre 2019, approuvant les trois conventions à intervenir avec Thonon Agglomération, la Communauté de Communes Pays d'Evian Vallée d'Abondance et la Communauté de Communes du Haut-Chablais, déléguant la compétence GeMAPI au SIAC par les intercommunalités membres du syndicat,

Vu le projet d'avenant au Contrat de Rivières validé par la délibération D2_JA
le 9 juillet 2020,

Envoyé en préfecture le 05/10/2023
Reçu en préfecture le 05/10/2023, et signé
Publié le
ID : 074-257402560-20230927-D29_SEPT2023-DE

Considérant les actions qui ont été retenues pour être inscrites au programme du contrat de rivières des Dranses et l'Est lémanique lors de l'avenant signé le 9 juillet 2020,

Considérant la fiche action B3.1-2 « Suivi du débit de la Dranse de Morzine au pont de Couvaloup et des stations de référence du bassin versant (Vacheresse et Bioge) » du volet B3 Gestion globale de la ressource en eau du contrat de rivières,

Monsieur Gil THOMAS, Vice-président du SIAC, rapporteur, rappelle aux membres du bureau que le 30 novembre 2022, nous avons attribué le marché sur l'analyse hydrologique des cours d'eau en déficit sur le bassin versant des Dranses et de l'Est Lémanique.

Ce marché public comprend les prestations suivantes :

- L'acquisition et la compilation de données de débits et pluviométriques sur les secteurs en déficit,
- Le traitement des données mesurées afin de disposer des débits caractéristiques, des périodes de tension de disponibilité des ressources, des tendances évolutives des débits d'étiages et des disponibilités des ressources selon les saisons,
- L'analyse croisée des données de suivi des débits et de prélèvements pour déterminer la part d'influence des prélèvements sur l'hydrologie des cours d'eau étudiés.

Il est proposé aux membres du Bureau d'approuver la modification de la durée du marché sur l'analyse hydrologique et le suivi des débits. En effet, au départ il était prévu dans le présent marché d'étudier les données de débits / prélèvements sur une année hydrologique du mois de juin au mois de mai. Or, il s'avère que l'année civile serait une meilleure période d'étude, notamment pour questions de disponibilités des données prélèvement de la CCPEVA. Les périodes de données étudiées seraient alors de janvier 2023 à décembre 2024 plutôt que de juin 2022 à mai 2024.

Cette modification de calendrier reviendrait alors à décaler la fin de l'étude d'une durée de 7 mois. Cependant, la période de juin 2022 à 31 décembre 2022 a été particulièrement sèche, il serait intéressant de l'étudier également dans la mesure où les stations de mesure de débit étaient en place et ont mesuré les niveaux d'eau. Cette période d'étude de données supplémentaire engendre une augmentation du coût global de l'étude. Celle-ci représente une prolongation du marché de 7 mois et une augmentation du montant du marché de 3 041,25 € H.T.

Il est rappelé que le marché initial est d'un montant de 26 301 € H.T. pour la tranche ferme (collecte des données et analyses de l'hydrologie). Il comprend une option de 6 126 € H.T. relative à la détermination de l'impact des prélèvements sur l'hydrologie des cours d'eau.

Après en avoir débattu, le Bureau à l'unanimité des membres présents :

- **ACCEPTE** l'avenant n°1 au marché 2022-011 confié au titulaire mandataire du maché DYNAMIQUE HYDRO,
- **AUTORISE** Mme la Présidente à le signer ainsi que tout document nécessaire à sa notification et sa mise en œuvre.

Le secrétaire de séance,

Marie-Pierre BERTHIER



La Présidente,

Geraldine PFLIEGER

Acte certifié exécutoire après télétransmission le / /2023 et affichage le / /2023

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.